

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III-212

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article III- 212 (ex-article 24)

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ~~les investissements étrangers directs~~, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.
 2. La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune.
 3. Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, les dispositions pertinentes de [l'article III-222 (ex-33)] du présent Titre sont applicables. La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.
- Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial, ainsi qu'au Parlement européen, sur l'état d'avancement des négociations.
4. ~~Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes.~~ **Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel l'Union n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité.**
 5. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres, et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation. **Les accords qui comprennent des dispositions portant sur le commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine relèvent de la compétence partagée entre l'Union et les États membres. Dès lors leur négociation et leur conclusion requièrent le commun accord des États membres.**

Explication éventuelle :

Les investissements directs étrangers relèvent du champ de la liberté de circulation des capitaux qui est une compétence partagée. Les inclure dans le champ de la politique commerciale reviendrait à nier le caractère partagé de cette compétence.

Par ailleurs, la clause de "parallélisme" des règles de vote (unanimité pour l'exercice de la compétence externe lorsque l'unanimité est requise en interne ou lorsque la compétence n'a pas encore été exercée) est prévue à l'article III-212 sur les accords internationaux. Il n'y a donc aucune raison que le dispositif relatif à la politique commerciale soit plus restrictif que celui prévu pour la négociation des accords commerciaux.

La mention de l'exclusion d'un certain nombre de types de services du champ de la compétence exclusive de l'Union en matière de politique commerciale vise à préserver la spécificité de certains domaines. Par ailleurs, il doit bien s'agir « d'accords qui comprennent des dispositions portant sur ... » et non des « accords en matière de » pour que, dans le cadre d'accords horizontaux qui couvrent plusieurs domaines, les exceptions sus mentionnées soient préservées.